Texte paru en Italie dans le journal *Liberal*

ERNST NOLTE ET SES ADVERSAIRES

Chacun garde en mémoire la controverse d'historiens (*Historikerstreit*) déclenchée par la publication en 1986, dans les colonnes de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, du célèbre article d'Ernst Nolte sur « le passé qui ne passe pas » (1). Dans cet article, Nolte présentait la thèse essentielle de sa théorie « historico-génétique » du totalitarisme. Cette thèse, qu'il devait par la suite développer dans plusieurs ouvrages (2), affirmait que les méthodes totalitaires du national-socialisme furent essentiellement une réponse à une barbarie « asiatique » originellement introduite en Occident par le bolchevisme. Dans un passage maintes fois cité, Nolte définissait le national-socialisme comme un « antimarxisme qui vise à anéantir l'adversaire par l'élaboration d'une idéologie radicalement opposée, et pourtant similaire, et l'utilisation de méthodes quasiment identiques, et pourtant marquée de tous autres caractères ». Le bolchevisme, en d'autres termes, aurait été à la fois pour les nazis un repoussoir (*Schreckbild*) et un modèle (*Vorbild*), l'idéologie proprement hitlérienne se définissant elle-même comme un anticommunisme passionnel, fusionné avec l'antisémitisme et adossé à une conception de l'histoire inspirée du social-darwinisme.

Dix ans plus tard, le débat a rebondi avec la publication du non moins célèbre *Livre noir du communisme*, dont le maître d'œuvre, Stéphane Courtois, s'employant à dresser un bilan comparé des deux expériences totalitaires, faisait ressortir l'homologie structurale entre le « génocide de race » attribuable au national-socialisme et le « génocide de classe » du communisme soviétique (3).

Les deux démarches étaient différentes, mais elles se complétaient dans la mesure où elles reposaient l’une et l’autre sur une comparaison systématique des régimes national-socialiste et communiste. Comparaison « horizontale », pourrait-on dire, chez Stéphane Courtois et ses collaborateurs, car établie surtout à partir d'un bilan chiffré (le nombre des victimes attribuable à l'un et l'autre systèmes), comparaison « verticale » chez Nolte, puisque d’abord placée dans une perspective généalogique (le « nexus causal »).

Que le national-socialisme ait été avant tout une réaction au bolchevisme pourrait à première vue se définir comme une « banalité supérieure ». La même idée a d'ailleurs été défendue, sous une forme moins systématique, par d'autres auteurs qu'Ernst Nolte, depuis Paul Johnson jusqu'à Domenico Settembrini. Quant à la comparaison des deux régimes, elle a été faite également par bien des historiens, dans les perspectives les plus variées (4). Une telle comparaison est non seulement légitime, mais indispensable pour la simple intelligibilité des faits historiques. Mais il est clair aussi que l'histoire du XXe siècle est proprement incompréhensible sans la prise en compte du traumatisme causé par la révolution russe, tout comme celle du XIXe siècle est incompréhensible sans la prise en compte du traumatisme provoqué par la Révolution française — le parallèle s'imposant d'autant plus que Lénine se réclama explicitement de l'exemple de la Convention et que le national-socialisme fut lui-même un incontestable « jacobinisme brun », tandis que la Terreur jacobine fut, comme l'a dit Nolte, « la première à faire passer dans la réalité l'idée d'exterminer une classe ou un groupe ».

On pourrait également voir dans la thèse de Nolte une illustration parmi d'autres de ce que René Girard a appelé la « rivalité mimétique », phénomène extrêmement utile pour la compréhension de quantité de faits historiques et sociaux. Le constat selon lequel on adopte fréquemment les traits caractéristiques de l'ennemi que l'on se propose de combattre, en retournant contre lui les méthodes qu'il utilise, a pu en effet être fait très souvent : terrorisme et contre-terrorisme, conspirationnisme et contre-conspirationnisme, maçonnerie et contre-maçonneries, guerre de partisans, « race supérieure » et « peuple élu », etc.

La thèse de Nolte aurait par ailleurs pu trouver logiquement un certain écho auprès de certains auteurs « de gauche ». Nolte, après tout, soutient la thèse d'un fascisme générique incluant aussi bien le national-socialisme que l'Action française, et il fait de ce fascisme générique un phénomène essentiellement réactif, et donc « contre-révolutionnaire ». De tels points de vue ont dans le passé fréquemment été soutenus « à gauche ».

Enfin, lorsqu'un historien à l'anticommunisme déclaré dit que le national-socialisme n'a pas été meilleur que le communisme, puisqu'il lui a emprunté ses méthodes de destruction de masse, ce seul fait devrait plutôt le ranger dans le camp des adversaires du national-socialisme.

Ce n'est pourtant pas du tout ce qui s'est passé. Au lieu d'examiner de façon sereine le paradigme proposé par Nolte, au lieu de s'interroger sur sa pertinence ou son absence de pertinence, sur sa justesse ou sa fausseté, on s'est employé à faire le procès de son

auteur. Non seulement le débat ne s'est pas situé au niveau approprié, mais on a tout fait pour l'esquiver ou pour prétendre qu'il n'avait pas de raison d'être. Au lieu de tenter d'affiner la comparaison entre national-socialisme et communisme, en mettant en balance les symétries et les dissymétries, les différences et les ressemblances, les ruptures et les homologies, on a présenté comme « scandaleuse » l'idée même d'une telle comparaison. L'idée générale était que cette comparaison orientait nécessairement vers un relativisme inacceptable, voire vers une complicité inavouée. Tenir le national-socialisme et le bolchevisme pour deux régimes également abominables reviendrait finalement à « banaliser » le premier, et donc en quelque sorte à lui trouver des « excuses ».

Mêlant constamment trois plans différents, le plan moral, le plan politico-idéologique et le plan historique — ce qui n'a pas contribué à éclaircir le débat —, cette étrange attitude aboutissait en fin de compte à la position symétrique inverse de celle qu'elle dénonçait. Posant l'existence d'un mal absolu dans l'histoire (le national-socialisme), elle revenait du même coup à « banaliser » le communisme, puisqu'au regard du mal absolu il ne saurait y avoir que des maux de moindre gravité ou de moindre ampleur, des maux plus compréhensibles, plus acceptables — même lorsque, comme ce fut le cas du communisme, ils ont fait un plus grand nombre de victimes.

Saul Friedländer a ainsi accusé Nolte de vouloir placer l'Allemagne nazie « du côté des victimes ». Jürgen Habermas, dans le même esprit, a présenté ses thèses comme « une manière de liquider les dommages » (*ein Art Schadenabwicklung*). Des historiens comme Eric Hobsbawn et Tony Judt ont reproché à François Furet d'avoir seulement osé citer son nom. On pourrait multiplier les exemples. Nous ne retiendrons pour notre part que l'un des plus récents, en l'occurrence une discussion parue dans la revue française *Le Débat*, sous le titre « Autour de “La guerre civile européenne” d'Ernst Nolte », discussion qui comprenait des interventions d'Edouard Husson, Charles S. Maier et Denis Trierweiler, suivie d'une réponse de Nolte (5).

Il suffit de parcourir ce dossier pour y voir sans cesse revenir les mêmes formules. Edouard Husson accuse Nolte de développer des thèses « indéfendables », d'avoir recours à des « arguments faibles et même scandaleux », de faire preuve d'« esprit de système », d'utiliser de « vieux clichés antisémites » (6). Mettant en cause des « stratégies rhétoriques » qui se ramèneraient pour l'essentiel à une « stratégie de disculpation », Charles S. Maier assure que les thèses de Nolte « confinent parfois à l'apologie du nazisme », que son œuvre « brasse des obscénités savantes » (sic), qu'elle vise à « relativiser l'Holocauste », qu'elle s'appuie sur des « comparaisons indécentes », elles-mêmes révélatrices d'un « double jeu ». Denis Trierweiler, enfin,

s'interroge sur les intentions cachées de Nolte. L'accusant explicitement d'« exonérer l'histoire allemande de toute responsabilité », il écrit que son travail d'une érudition « ennuyeuse » (sic) « n'est pas celui d'un historien, ni celui d'un philosophe [...] mais que ce discours est commandé, en fait, par des visées politiques directes » !

Dans un autre article récent, Enzo Traverso accuse également Nolte de « révisionnisme » — « un révisionnisme qui ne concerne pas un canon historiographique bien difficile à saisir [sic], mais plutôt une conscience historique partagée » (7). Lui reprochant de s'appuyer sur des « fantasmes », de faire reposer ses thèses « sur des bases extrêmement fragiles et pour le moins discutables », de manquer totalement de « distance critique » vis-à-vis des représentations nazies, il ajoute à propos de son œuvre qu'« à l'intérieur d'un tel dispositif argumentatif, tout comparatisme prend inévitablement une saveur apologétique » (sic). Après quoi, pour expliquer la sympathie de François Furet pour Ernst Nolte, il rappelle que Furet se voulait l'héritier d'Alexis de Tocqueville et que celui-ci fut « l'ami sincère et l'interlocuteur intellectuel de Gobineau, dont il ne partageait pourtant pas les vues racistes » (8) — laissant ainsi entendre que Nolte pourrait à bon droit être considéré comme l'héritier de Gobineau !

Traverso, en même temps, fait bizarrement crédit à Nolte d'avoir saisi « un aspect essentiel du national-socialisme, c'est-à-dire sa nature de mouvement contre-révolutionnaire, né comme réaction à la révolution russe et au spartakisme, comme antimarxisme et comme anticommunisme militant » (9). Mais ce qu'il conteste, c'est que l'antibolchevisme suffise à expliquer l'antisémitisme nazi. « Aucun courant du nationalisme allemand, écrit-il, n'avait envisagé, avant 1914, le remodelage biologique de l'Europe. Si le national-socialisme y parvint, ce ne fut pas le fait de la révolution d'Octobre, mais de son ancrage dans la culture allemande et européenne du XIXe siècle » (10). Le propos est évidemment contradictoire, car on ne voit pas comment le national-socialisme aurait pu acquérir les traits qui lui furent propres en raison de son « ancrage » dans une culture qui, de l'aveu même de Traverso, ne les a jamais manifestés. Traverso estime en fait que le vrai « modèle » de Hitler « ne fut pas le bolchevisme, mais les guerres coloniales du XIXe siècle, conçues [...] comme soumission à l'état d'esclaves des populations autochtones, destruction des “races inférieures” » (11). Affirmation parfaitement ridicule, non seulement parce que les guerres coloniales n'ont jamais fait de l'anéantissement des « populations autochtones » un objectif en soi, mais aussi parce que Hitler n'a jamais regardé les Juifs comme des êtres « inférieurs », mais au contraire comme des éléments supérieurement doués pour la destruction (12).

Les réactions au *Livre noir du communisme*, qui a été traduit dans le monde entier et s'est vendu à plus d'un million d'exemplaires, ont

été fréquemment tout aussi hostiles, en particulier en Allemagne, en France et aux Etats-Unis. Le plus piquant est qu'Enzo Traverso, qui qualifie Stéphane Courtois de « croisé tardif de la guerre froide » et l'accuse de se borner à « exhumer de vieux clichés anticommunistes », lui reproche également de ne pas tenir compte du contexte historique lorsqu'il évoque les crimes du communisme... alors même qu'il reproche à Nolte, s'agissant du national-socialisme, de donner trop d'importance à ce même contexte...

On n'examinera pas ici les innombrables arguments ou sophismes qui ont été avancés ou produits pour tenter de « démontrer » l'existence d'une différence « radicale » entre les deux grands régimes totalitaires, c'est-à-dire d'une différence *de nature* qui permettrait de distinguer entre leurs crimes respectifs, et subsidiairement entre leurss victimes (13). On peut en revanche s'interroger sur les raisons de cette étonnante résistance à toute comparaison systématique du communisme soviétique et du national-socialisme, résistance sur laquelle ne manqueront pas de se pencher les historiens de l'avenir. Pour ma part, et en première approximation, j'en distinguerai six. Prises séparément ou collectivement, elles me paraissent constituer le « noyau rationnel » (pour reprendre une expression de Nolte) de cette réticence ou de ce refus, en même temps qu'elles expliquent l'hostilité à laquelle Nolte et Courtois n'ont cessé de se heurter.

1) En 1945, l'Allemagne hitlérienne a perdu et la Russie soviétique a gagné. La constatation est banale, mais on ne peut la passer sous silence. Après une guerre, seuls les vainqueurs — et tout particulièrement, parmi les vainqueurs, ceux qui ont le plus souffert des agissements des vaincus — ont les moyens de se faire entendre. Historiquement, la voix du vainqueur prédomine, car c'est lui qui est en mesure de dire sa vérité sur ce qui s'est passé. C'est lui qui écrit l'histoire, au moins dans un premier temps. Les torts subis par les vaincus sont inévitablement minimisés ou passés sous silence, tandis que les dommages subis par les vainqueurs sont inlassablement évoqués et proposés à l'indignation générale. Ce phénomène est encore accentué quand le vaincu est présenté comme un coupable. Le vainqueur a tout intérêt à criminaliser celui dont il a su triompher, car les crimes du vaincu relativiseront les siens propres. Une nouvelle orthodoxie se crée ainsi, sans que l'autre partie soit entendue. Dans un tel contexte, comparer le national-socialisme et le communisme, c'est paraître mettre sur le même pied le vainqueur et le vaincu, ce à quoi le premier ne saurait se résoudre aisément.

2) Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, les démocraties occidentales ont choisi de s'allier avec Staline contre Hitler. Les circonstances expliquent probablement ce choix qui, à la fin des années trente, n'apparaissait pas comme inéluctable (souvenons-nous du pacte germano-soviétique). Un tel choix, quoi qu'il en soit,

revenait implicitement à tenir le bolchevisme comme un moindre mal par rapport au national-socialisme : il était possible de s'allier avec le premier, fût-ce temporairement, pour triompher du second, tandis que le choix inverse était impensable. Cela n'a certes pas empêché les démocraties occidentales de critiquer avec force le système communiste durant la guerre froide. Mettre le national-socialisme et le communisme soviétique « sur le même plan » peut néanmoins apparaître comme de nature à remettre rétrospectivement en cause la légitimité de l'alliance avec Staline, dont a résulté un lien qui ne s'est dissipé que progressivement.

3) Auréolé de la gloire d'avoir largement contribué à la défaite du national-socialisme, le communisme soviétique a joui dans l'immédiat après-guerre d'une légitimité incontestable. Il a bénéficié d'un prestige que les partis communistes occidentaux ont su largement exploiter. Beaucoup de gens sont alors devenus communistes, et parmi eux de nombreuses personnalités (ou futures personnalités). Le résultat est qu'un grand nombre d'hommes qui possèdent encore aujourd'hui un fort pouvoir d'influence, notamment dans le système universitaire, parmi les intellectuels, ou dans le monde de l'édition et des médias, sont d'anciens communistes. Alors qu'être seulement suspecté de sympathies pour le national-socialisme place immédiatement en position de délégitimation maximale, avoir été communiste relève de l'anecdote. D'un passé commun, il subsiste nécessairement des souvenirs communs, des amitiés, des réseaux de relations, des complicités. Même si les anciens communistes ont cessé de l'être, il leur est difficile, au regard de leur itinéraire personnel, de critiquer les crimes du communisme comme ils critiquent, sans peine, ceux du national-socialisme. A travers la comparaison des deux systèmes totalitaires, ils se sentent en quelque sorte mis eux-mêmes en accusation. Malgré l'importance que les communistes donnaient à l'« autocritique », ils ont souvent tendance à justifier rétrospectivement leur engagement passé. On connaît la formule : « Il valait mieux avoir tort avec Sartre que raison avec Raymond Aron ». Elle revient à dire : nous nous sommes peut-être trompés, mais c'était pour le bon motif (ou avec de bonnes raisons). Beaucoup d'anciens communistes pensent qu'ils ont d'abord eu raison d'être communistes, tout comme ils ont ensuite eu raison de ne plus l'être. Que l'on mette « sur le même plan » le système auquel ils ont adhéré à un certain moment de la vie et celui qu'ils n'ont jamais cessé de combattre, suscite chez eux de fortes résistances.

4) Tout groupe humain qui a été persécuté tend à regarder les persécutions dont il a été victime comme pires que toutes les autres, au seul motif que ce sont ces persécutions-là qu'il a subies. Toute victime, en d'autres termes, tend à récuser l'idée que d'autres victimes aient pu souffrir autant qu'elle a souffert elle-même. Une telle réaction est psychologiquement très compréhensible. Or, il se

trouve que la communauté juive, pour diverses raisons, a disposé de beaucoup plus de moyens de faire connaître à l'opinion publique le sort tragique qui fut le sien sous le national-socialisme que les victimes du communisme n'en ont jamais eu que faire connaître le leur. L'idée s'est ainsi peu à peu imposée que les persécutions antisémites sous le III[e] Reich ont représenté un phénomène « unique » qui, par essence, ne saurait être comparé à rien. Comparer les persécutions antijuives à d'autres persécutions, à d'autres massacres, à d'autres crimes de guerre ou « crimes contre l'humanité » ayant touché massivement d'autres populations innocentes, reviendrait dès lors à en diminuer la gravité, à les « banaliser », et donc à exonérer le système hitlérien d'une part au moins de sa culpabilité.

Cette théorie, psychologiquement compréhensible encore une fois, mais historiquement insoutenable, a deux inconvénients. D'une part, elle relève de la pure métaphysique. Directement associée à la notion de « mal absolu », l'idée d'un crime politique « unique » (impliquant l'« unicité » de la victime aussi bien que celle du bourreau) est une idée « largement ahistorique », pour reprendre le terme employé par Peter Novick (14). Un tel argument est d'autre part contradictoire par rapport à une autre idée dominante, dans la mesure où il prive de sens toute mise en garde contre une supposée « résurgence du nazisme » : un événement « unique » ne peut par définition se produire qu'une seule fois.

5) Une autre cause de résistance à toute comparaison systématique entre le communisme et le national-socialisme tient au fait que la « langue » du communisme reste aujourd'hui beaucoup mieux acceptée que celle du nazisme, non seulement parce que la défaite de ce dernier a frappé d'interdit, par contagion, amalgame ou contiguïté, tout ce qui peut en rappeler le souvenir (ou tout ce que l'on parvient à présenter comme susceptible d'en rappeler le souvenir), mais parce que le communisme n'a cessé de parler la « langue de l'émancipation » qui a été celle de toute la modernité depuis les Lumières. Le communisme a en effet repris à son compte, dans la perspective révolutionnaire qui lui était propre, toutes les prétentions émancipatrices de la modernité : la promesse d'un « avenir meilleur » dans une interprétation optimiste de l'idéologie du progrès.

C'est à partir de là qu'il faut comprendre l'argument des « bonnes intentions » du communisme — ce que le journal *Le Monde* a pu appeler sa « face lumineuse » —, c'est-à-dire de ces intentions qui apparaissent comme « bonnes » parce qu'elles consonnent avec une croyance implicite toujours présente aujourd'hui. L'argument consiste à soutenir que le système du Goulag ne découlait pas naturellement du communisme, tandis qu'Auschwitz s'inscrivait avec cohérence dans la logique profonde du national-socialisme. Le communisme

étant un enfant des Lumières — et appartenant donc, à ce titre, à la même « famille » que le libéralisme —, la terreur communiste ne serait qu'un simple moyen, un dérapage, une déviation due aux circonstances, tandis que dans le nazisme elle résulterait de son essence même et en constituerait la fin naturelle. Cette affirmation se double généralement d'une définition de l'idéologie communiste donnée par ses partisans, confrontée à une définition de l'idéologie nazie donnée par ses adversaires. « Le cortège d'oppression et de mort qui a accompagné toute la parabole du stalinisme n'efface pas les racines du communisme dans l'héritage des Lumières et du rationalisme humaniste du XVIIIe siècle », écrit ainsi Enzo Traverso (15), avec la naïveté d'un homme qui, oubliant l'exemple de la Vendée, s'imagine visiblement qu'on ne peut pas exterminer au nom des Lumières.

Outre qu'elle se fonde sur une définition du « bien » et du « mal » en politique qu'on pourrait discuter, la croyance sous-jacente à cet argument est que le « bien » ne peut historiquement engendrer que du « bien », tandis que le « mal » ne peut engendrer que du « mal ». Cela revient à ignorer les effets d'hétérotélie (Jules Monnerot) relevant de ce que Max Weber appelait le « paradoxe des conséquences ». Les choses se compliquent encore si l'on considère que le racisme est une forme discrète, mais incontestable, d'internationalisme ou de supranationalisme — ce qui en faisait précisément, aux yeux des nazis, un outil bien adapté pour combattre l'universalisme marxiste —, tandis que le communisme historique s'est fréquemment combiné avec un nationalisme qui est, lui aussi, un legs de la Révolution française. Ce qui explique sans doute pourquoi la différence « radicale » censée exister entre les deux grands systèmes totalitaires n'est pas apparue très évidente à ceux qui ont connu les deux, depuis Margarete Buber-Neumann jusqu'à Vassili Grossman ou Soljenitsyne.

L'idée qu'un meurtre commis avec de bonnes intentions serait plus « excusable » qu'un meurtre commis avec de mauvaises, n'est pas moins contestable. On pourrait même aisément soutenir le point de vue inverse. Un crime commis au nom du « bien » — ou au nom de l'« humanité » — est à certains égards pire que tout autre. Comme l'écrit Ernst Nolte, « la responsabilité est d'autant plus grave que l'intention était bonne ; plus lourde de conséquences est la perversion de cette bonne intention » (16).

6) Malgré les livres d'Alexandre Soljenitsyne et des autres dissidents russes, la popularisation dramatique des crimes du communisme est restée pratiquement inexistante comparée à celle des crimes du national-socialisme (17). Il n'y a pas eu non plus l'équivalent pour le communisme d'un quelconque procès de Nuremberg. Alain Besançon, en France, a pu parler d'« amnésie » dans un cas, et d'« hypermnésie » dans l'autre cas. Parallèlement,

l'idée d'une « historicisation » du national-socialisme se heurte à de puissantes résistances (18), tandis que celle d'une « historicisation » du communisme est admise sans difficultés. Une dernière raison de ce traitement inégal des deux grands totalitarismes du XXe siècle, dont on pourrait donner d'innombrables exemples, tient à l'usage polémique qui continue à être fait de la thématique « antifasciste ».

Dès la chute du système soviétique, l'anticommunisme a cessé d'être politiquement instrumentalisable contre les partis de gauche. Près de soixante ans après l'effondrement du IIIe Reich, l'antifascisme permet toujours d'intimider les partis de droite, par exemple pour leur interdire toute alliance avec l'extrême droite. Cette observation est à mettre en rapport avec le fait, à première vue très paradoxal, que l'éloignement par rapport à la période étudiée, non seulement ne s'est pas traduit par une retombée des passions, préalable nécessaire à une plus grande objectivité, mais au contraire par des jugements plus catégoriques, des affirmations plus passionnées, des représentations plus fantasmatiques que jamais. Au fur et à mesure que disparaissent les protagonistes et les témoins, le « fascisme » devient une sorte d'objet mythique, une sorte de mot-caoutchouc à la polysémie proliférante, qu'on peut instrumentaliser à propos de n'importe quoi. Tandis que l'anticommunisme apparaît de plus en plus obsolète, l'antifascisme perdure comme mythe chargé d'émotions. On le constate en maintes occasions. C'est ainsi qu'on parle parfois de « fascisme rouge » pour qualifier le stalinisme, mais jamais de « communisme brun » pour qualifier le nazisme, ou encore que l'on dénonce couramment l'islamisme comme un « fascisme vert ». A la limite, toute forme d'injustice, de violence ou de crime relèverait du « fascisme ». Cet usage du mot « fascisme — d'autant plus ridicule que, comparé au communisme soviétique et au national-socialisme, le fascisme « originel », c'est-à-dire le fascisme mussolinien, a été humainement peu destructeur — est profondément révélateur. Dans une telle optique, étudier de manière également scientifique les fascismes et les communismes revient à se priver d'un instrument de délégitimation maximale. Globalement assimilé à l'antinazisme, l'antifascisme résiduel ou anachronique a visiblement encore de beaux jours devant lui.

Les six raisons que je viens d'énumérer permettent de comprendre pourquoi l'on a si fréquemment assisté, non pas à une discussion des thèses d'Ernst Nolte, mais précisément à une tentative de délégitimation. Des auteurs qui, bien souvent, n'accusaient Nolte d'intentions « apologétiques » que pour mieux dissimuler leurs propres tendances apologétiques en sens contraire (19), plutôt que de s'interroger honnêtement sur la valeur de vérité de son œuvre, ont préféré disserter sur son caractère « admissible » ou « inadmissible », c'est-à-dire en dernière instance sur son degré de compatibilité avec l'idéologie dominante. Les procédures inquisitoriales, la disqualification au lieu de la réfutation, le procès

d'intention, le soupçon porté systématiquement sur les sous-entendus et les non-dits, tout cela avait pour but de mettre au point un *opérateur de clôture*. En clair, de refuser le débat.

Subsidiairement, au-delà même de Nolte, il s'agissait aussi de délégitimer l'existence politique de l'Allemagne et de grever son identité d'une faute irrémissible. Significative est à cet égard l'accusation portée par Edouard Husson à l'encontre de Nolte de tenter « d'établir définitivement que les sources principales du nazisme ne sont pas à chercher dans l'histoire allemande » (20). Affirmer contre toute réalité le caractère strictement endogène du nationalisme allemand, nier le fait évident que le national-socialisme représentait à bien des égards un phénomène étranger à une tradition politique allemande fondée, non sur le nationalisme jacobin, mais sur le fédéralisme, faire du IIIe Reich le point d'aboutissement obligé de toute l'histoire allemande ou le point focal par rapport auquel toute cette histoire devrait être interprétée, représente en effet un moyen commode de peser sur l'autonomie politique de l'Allemagne, de criminaliser son identité, de lui interdire tout sentiment national et de l'obliger à se sentir coupable à raison même de son existence.

*

L'histoire n'obéit pas à des lois mécaniques, faute de quoi l'homme serait « scientifiquement » prévisible, pas plus qu'elle ne se dissout dans un brouillard inexplicable. Elle peut être comprise et expliquée. Elle n'a pas un sens unilinéaire, mais elle se compose d'événements fondateurs et de points de non-retour. Les totalitarismes modernes en constituent des exemples. Le terme de « totalitarisme » est né, dès avant la Deuxième Guerre mondiale, de la claire conscience que des phénomènes comme le communisme soviétique et le national-socialisme ne pouvaient s'analyser selon les anciennes théories du despotisme ou de la tyrannie classique.

A l'époque de la guerre froide, la théorie du totalitarisme s'est élaborée dans une optique implicitement libérale. On a alors défini les régimes totalitaires par un certain nombre de traits caractéristiques (parti unique, chef charismatique, mobilisation des masses, contrôle de l'opinion publique par la censure, système des camps, etc.) qui sont précisément ceux qui les distinguaient le plus des démocraties libérales (21). Cependant, alors que l'historiographie du national-socialisme a d'abord été le fait des Allemands eux-mêmes, ceux-ci ayant pu avoir accès après 1945 à toutes les archives disponibles, l'historiographie du système soviétique a surtout été le fait d'auteurs étrangers aux pays de l'Est qui n'ont longtemps disposé que d'informations fragmentaires. Le résultat, comme l'a souligné Martin Malia, est que « la comparaison du nazisme et du communisme a

largement été le fait de gens qui en savaient beaucoup sur le premier, mais extrêmement peu sur le second » (22). Cette lacune a été en partie comblée après la chute du système soviétique, qui a permis l'ouverture (relative) des archives du Kremlin. C'est alors que le terme de totalitarisme, tombé en désuétude après la fin de la guerre froide, a fait un retour en force (23).

La théorie « historico-génétique » d'Ernst Nolte est très supérieure à l'approche purement structurelle ou « fonctionnelle » du totalitarisme, dans la mesure où elle s'efforce d'en retracer la généalogie — au sens où Nietzsche a pu faire la « généalogie de la morale » ou Heidegger celle de la métaphysique (comme « oubli de l'être »). Une telle démarche est décisive, car elle fait intervenir une *narrativité* sans laquelle l'évolution historique a de grandes chances de rester incompréhensible. Nolte prend à juste titre au sérieux l'aspect idéologique de l'histoire. Il attache une place essentielle, non pas tant aux « idées » elles-mêmes, mais au devenir pratique des idéologies (24). Il montre également le rôle des « émotions fondamentales », comme substituts existentiels de la foi, produits par ces « courants supranationaux » que sont les idéologies, aidant ainsi à comprendre ce qui apparente les doctrines totalitaires aux grands messianismes millénaristes et fait d'eux des religions séculières.

Toute la démarche de Nolte vise à comprendre. Comme l'intellectuel, l'historien est celui qui cherche à comprendre et à faire comprendre. Mais qui cherche à comprendre est vite accusé d'être complaisant ou complice. L'esprit partisan, qui argumente de manière polémique au nom d'une indignation morale ou d'une conviction idéologique, est alors posé en modèle, tandis que l'exigence de compréhension, l'idéal d'intelligibilité objective, devient une faute à dénoncer. « Toute histoire est contemporaine », disait Benedetto Croce. L'histoire est en effet toujours perçue à travers le prisme du présent, ce qui rend l'historiographie particulièrement vulnérable aux passions du moment et aux tentations d'en instrumentaliser les acquis. C'est pourquoi Nolte affirme avec force que « l'historiographie a pour exigence élémentaire une certaine prise de distance par rapport à son objet » (25). Mais c'est précisément cela qu'on lui reproche : d'avoir rappelé la nécessité d'une prise de distance (« faire passer le passé ») comme condition indispensable à la compréhension et à l'objectivité. La « mémoire » — par opposition à l'histoire — combat la volonté d'objectivité parce qu'à travers elle se manifeste ce que Martin Heiddeger a très justement appelé la « métaphysique de la subjectivité ».

Ce qu'on ne pardonne pas non plus à Nolte, c'est de ne pas avoir mis son pays en accusation — d'avoir rejeté, non pas la notion de *responsabilité* collective, mais celle de *culpabilité* collective, en soulignant avec netteté qu'« instiller un sentiment de culpabilité chez des individus qui ne sont pas personnellement coupables, au seul

motif de leur appartenance à un peuple précisé » relève très exactement d'un « racisme » retourné (26).

Mais il y a encore autre chose. L'effondrement du communisme soviétique a mis, provisoirement, le système libéral en position d'hégémonie à l'échelle planétaire. Tout hégémonisme tend à créer un unanimisme. Il tend à faire croire que la situation présente, dont il profite, est la seule possible. Il place ainsi l'avenir sous l'horizon de la fatalité — façon comme une autre d'économiser la peine d'avoir à s'interroger sur ses propres fondements. Or, il me semble qu'Ernst Nolte a aussi laissé entendre que la menace totalitaire ne se réduit pas aux seuls grands totalitarismes du XXe siècle, que l'unanimisme forcé caractéristique de ces régimes — l'homogénisation du social, la normalisation de l'imaginaire, l'éradication des différences — peut aussi prendre des formes nouvelles, assurément plus douces, mais non moins redoutables. Comme avant lui Hans Freyer (27), Nolte a su repérer de nouvelles formes d'« unanimisme mortifère » (Massimo Amato) à l'intérieur même d'un système libéral où l'aliénation des individus à l'imaginaire de la marchandise, leur asservissement aux exigences de la Forme-Capital, à la toute-puissance de l'économie, vont de pair avec l'uniformisation du monde et la déshumanisation des rapports sociaux.

La dialectique du repoussoir et du modèle, du *Schreckbild* et du *Vorbild*, pourrait ici être reprise. Le totalitarisme naît du libéralisme auquel il s'oppose, de même que l'athéisme moderne naît du christianisme dont il rejette les dogmes. Mais il ne suffit pas de rejeter ce qui vous a fait naître pour cesser d'y être apparenté. Combattre ce dont on provient, surtout quand on le combat avec ses propres moyens, selon les catégories qui sont les siennes, c'est encore demeurer dans la provenance. Selon un mot fameux de Joseph de Maistre, toute contre-révolution court le péril de n'être qu'une révolution en sens contraire. Le rejet de la pensée des Lumières par le national-socialisme est peut-être, de ce point de vue, le signe le plus sûr de ce qui a pu subsister en lui de cette pensée. C'est en ce sens que l'on pourrait parler, avec Massimo Amato, de « reconnaissance, non seulement de la dépendance réciproque des totalitarismes, mais aussi de leur commune dépendance par rapport au système libéral » (28).

La correspondance Furet-Nolte de 1996 a bien mis en lumière, non pas seulement que le communisme et le national-socialisme avaient pour ennemi commun le « libéralisme bourgeois », mais aussi le fait que l'un et l'autre visaient à combler un déficit démocratique inhérent au système libéral, que François Furet a appelé le « déficit politique constitutif de la démocratie moderne ». « Les différents types de régimes totalitaires [...] ont comme point commun, écrivait Furet, de mettre fin à ce déficit, en redonnant le premier rôle à la décision politique, et en intégrant les masses au parti unique par

l'affirmation constante de leur orthodoxie idéologique » (29). Le libéralisme *manque* la démocratie pour les raisons que Carl Schmitt a très clairement énoncées. De façon plus générale, il manque le politique en raison de ses fondements économicistes et individualistes, du fait qu'il considère que l'homme n'est pas d'emblée un être social. Ramenant la société à une addition d'individus, et le jeu social à une confrontation d'intérêts, il manque la dimension politique du social sans laquelle il n'y a pas de communauté authentiquement humaine. C'est peut-être pour cela qu'on n'en a pas encore fini avec la menace totalitaire.

On a également reproché à Nolte d'avoir récusé, à très juste titre, l'idée qu'il pourrait y avoir un « mal absolu » en histoire. C'est que cette expression moralo-métaphysique n'a pas de sens dans les affaires humaines : comme le dit Nolte, Hitler, pas plus que Staline, n'était un « extraterrestre » (30). Mais un tel reproche est lui aussi révélateur. Il dévoile chez ceux qui le formulent une parenté d'esprit avec les régimes totalitaires. Tout totalitarisme a en effet besoin d'un ennemi absolu. La pratique totalitaire est toujours une lutte à mort contre un ennemi perçu, non comme un simple adversaire, mais comme une figure du Mal, qu'on ne saurait « traiter » autrement qu'en cherchant à l'éradiquer par tous les moyens. Une telle guerre est elle-même toujours posée comme une « guerre juste », que ce soit au nom de l'humanité, d'une vision du monde ou d'une communauté particulière. Les régimes totalitaires cultivent une vision du monde dans laquelle il n'y a pas de tierce position, pas de *tiers* possible : « Qui n'est pas avec moi et contre moi ». C'est par là qu'ils trahissent leur nature religieuse. Qui dénonce le totalitarisme en croyant au « mal absolu » devrait se taire.

Dans le texte que j'ai déjà cité, Massimo Amato dit que l'heure d'Ernst Nolte a sonné. J'aimerais le croire. Il faut cependant bien avouer qu'on ne trouve pas encore en Allemagne ou en France — malgré François Furet et Stéphane Courtois —, et pour ne citer que ces deux pays, la liberté intellectuelle et les possibilités de débat qui existent aujourd'hui en Italie.

Ernst Nolte est en tout cas l'un des très rares historiens et analystes du phénomène totalitaire qui soit doté d'une véritable culture philosophique. La grande majorité de ses adversaires, n'ayant aucune culture de ce genre, sont tout tout simplement incapables de se mettre à son niveau. Sa pensée, comme toutes les pensées novatrices, se heurte à des résistances liées à un paradigme aujourd'hui dépassé. Ces résistances sont d'autant plus violentes que ceux qui les manifestent savent eux-mêmes que leur paradigme est obsolète. Nolte est l'un des plus grands historiens de son temps, en dépit — et peut-être aussi à cause — de l'incompréhension et de la calomnie qu'il a subies.

1. Sur la « *Historikerstreit* », cf. Peter Baldwin, *Reworking the Past. Hitler, the Holocaust, and the Historian's Debate*, Pantheon Books, New York 1981 ; Gian Enrico Rusconi (éd.), *Germania, un passato che non passa. I crimini nazisti e l'identità tedesca*, G. Einaudi, Torino 1987 ; Charles S. Maier, *The Unmasterable Past. History, Holocaust, and German National Identity*, Harvard University Press, Harvard 1988 ; Joseph Rovan (éd.), *Devant l'histoire. Les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des Juifs par le régime nazi*, Cerf, Paris 1988.

2. Cf. notamment Ernst Nolte, *Der europäische Bürgerkrieg 1917-1945. Nationalsozialismus und Bolschewismus*, Ullstein-Propyläen, Frankfurt/M. 1987 (trad. ital. : *Nazionalsocialismo e bolscevismo. La guerra civile europea 1917-1945*, Sansoni, Firenze 1989 ; trad. fr. : *La guerre civile européenne, 1917-1945. National-socialisme et bolchevisme*, Les Syrtes, Paris 2000) ; *Das Vergehen der Vergangenheit. Antwort an meine Kritiker im sogennanten Historikerstreit*, Ullstein, Berlin 1987 ; *Controversie. Nazionalsocialismo, bolscevismo, questione ebraica nella storia del Novecento*, Corbaccio, Milano 1999 ; *Der kausale Nexus. Über Revision und Revisionismen in der Geschichtswissenschaft. Studien, Artikel und Vorträge 1990-2000*, Herbig, München 2002.

3. *Le livre noir du communisme*, Robert Laffont, Paris 1997, p. 19 (trad. ital. : *Il libro nero del comunismo*, Mondadori, Milano 1998).

4. Cf. notamment Marc Ferro (éd.), *Nazisme et communisme, deux régimes dans le siècle*, Hachette, Paris 1993 ; Ian Kershaw et Moshe Lewin (éd.), *Stalinism and Nazism. Dictatorship in Comparison*, Cambridge University Press, Cambridge 1997 (trad. ital. : *Stalinismo e nazismo. Dittature a confronto*, Editori Riuniti, Roma 2002) ; Henry Rousso (éd.), *Nazisme et stalinisme. Histoire et mémoire comparées*, Complexe, Bruxelles 1999 (trad. ital. : *Stalinismo e nazismo. Storia e memoria comparate*, Bollati Boringhieri, Torino 2001).

5. *Le Débat*, Paris, novembre-décembre 2002, pp. 140-186.

6. Signalons qu'Edouard Husson est également le préfacier d'un autre livre de Nolte publié en France, *Nietzsche. Le champ de bataille* (Christian de Bartillat, Paris 2000 ; trad. ital. : *Nietzsche e il nietzscheanismo*, Sansoni, Firenze 1991). On peut s'étonner que l'un des éditeurs français de Nolte ait fait appel à l'un de ses adversaires déclarés pour préfacer ce livre. Ce n'est malheureusement là qu'un symptôme parmi d'autres du climat intellectuel qui continue de prévaloir dans ce pays.

7. Enzo Traverso, « De l'anticommunisme. L'histoire du XX[e] siècle relue par Nolte, Furet et Courtois », in *L'Homme et la société*, Paris, avril-septembre 2001, pp. 169-184. Cf. aussi Enzo Traverso, *La violence nazie. Une généalogie européenne*, La Fabrique, Paris 2002 (trad. ital. : *La violenza nazista. Una genealogia*, Il Mulino, Bologna 2002).

8. Ibid., p. 174.

9. Ibid., p. 182.

10. Ibid., p. 175.

11. Ibid., p. 176.

12. Enzo Traverso voit en outre dans les doctrines eugénistes une source essentielle du national-socialisme (p. 179). C'est oublier que l'eugénisme fut à l'origine, tout comme le darwinisme social (dont il se distingue d'ailleurs sur des points importants), une doctrine progressiste qui fut mise en œuvre dans les démocraties anglo-saxonnes et les sociales-démocraties scandinaves bien avant l'avènement du III[e] Reich.

13. Nous nous sommes livré à cet exercice à l'occasion du débat qui a fait suite à la publication du *Livre noir*. Cf. Alain de Benoist, *Communisme et nazisme. 25 réflexions sur le totalitarisme au XX[e] siècle, 1917-1989*, Labyrinthe, Paris 1998 (trad. ital. : *Comunismo e nazismo. 25 riflessioni sul totalitarismo nel XX secolo, 1917-1989*, Arianna, Casalecchio 2000).

14. Peter Novick, *The Holocaust in American Life* (Houghton Mifflin, Boston 1999).

15. Art. cit., p. 193.

16. *Les fondements historiques du national-socialisme*, Rocher, Paris 2002, p. 165 (trad. ital. : *I presupposti storici del nazionalsocialismo e la presa del potere del gennaio 1933*, C. Marinotti, Milano 1998).

17. Depuis 1989, date de la chute du Mur de Berlin, 180 films sur la persécution des Juifs par les nazis ont été produits dans le monde, principalement aux Etats-Unis. Les films sur les crimes du communisme se comptent sur les doigts d'une main.

18. Cf. Martin Broszat, *Nach Hitler. Der schwierige Umgang mit unserer Geschichte*, R. Oldenbourg, München 1986 (« Plädoyer für die Historisierung des Nationalsozialismus », pp. 266-280).

19. Cf. par exemple Domenico Losurdo, *Marx e il bilancio storico del Novecento*, Bibliotheca, Gaeta 1993.

20. Art. cit., p. 142.

21. Cf. Carl Joachim Friedrich (ed.), *Totalitarianism, Dictatorship and Autocracy*, Harvard University Press, Cambridge 1954.

22. Martin Malia, « Judging Nazism and Comunism », in *The National Interest*, automne 2002, p. 72.

23. Cf. Enzo Traverso (éd.), *Le totalitarisme. Le XX[e] siècle en débat*, Seuil, Paris 2001 (trad. ital. : *Totalitarismo. Storia di un dibattito*, Bruno Mondadori, Milano 2002).

24. Cf. à ce sujet Volker Kronenberg, *Ernst Nolte und das totalitäre Zeitalter*, Bouvier, Bonn 1999 (ouvrage issu d'une thèse de doctorat intitulée *Ernst Nolte. Annäherungen an sein Werk*).

25. *Les fondements historiques du national-socialisme*, op. cit., p. 125.

26. Ibid., p. 166.

27. Hans Freyer, *Theorie des gegenwärtigen Zeitalters*, Deutsche Verlags-Anstalt, Stuttgart 1955.

28. Préface au livre de Nolte, *Les fondements historiques du national-socialisme*, op. cit., p. 14.

29. François Furet et Ernst Nolte, *Fascisme et communisme*, Plon, Paris 1998 (2e éd. : Hachette-Pluriel, Paris 2000, première publication dans la revue *Commentaire*, Paris).

30. « Intervista a Ernst Nolte », in *Quaderni Padani*, septembre-décembre 2002, entretien recueilli par Gianluca Savoini.